



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

**n° 2018-PREF/DCPPAT/BUPPE/027 du 8 mars 2018
mettant en demeure la Société CER GALLIA PLESSIS SNC de respecter
les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2016
pour son établissement situé sur les communes de BONDOUFLE et du PLESSIS-PATE**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques
Chevalier du Mérite Agricole**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF-MCP-044 du 23 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 96.3453 du 6 août 1996 autorisant la société HAYS FRIL à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement sises 5-11 rue Pierre Josse, ZAC des Bordes à BONDOUFLE,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 28 octobre 2004 à la société ACR LOGISTIC FRANCE, pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société HAYS FRIL,

VU le récépissé de changement de dénomination délivré le 12 février 2008 à la société KUEHNE&NAGEL et précédemment nommée ACR LOGISTIC FRANCE,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 14 août 2014 à la société SCI LPFE BONDOUFLE pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société KUEHNE&NAGEL,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 2 juin 2016 autorisant la SCI LPFE BONDOUFLE à exploiter une installation de plate-forme logistique sise ZAC des Bordes, 5-11 Rue Pierre Josse, sur le territoire des communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté,

VU le récépissé de changement d'exploitant n° PREF.DRIEE.2018-0004 délivré le 7 février 2018 à la société CER GALLIA PLESSIS SNC, dont le siège social est situé 112 avenue Kléber, 75016 PARIS, pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la SCI LPFE BONDOUFLE,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 10 janvier 2018, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 21 décembre 2017, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 9 février 2018 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDERANT que lors de la visite du 21 décembre 2017, l'inspecteur a constaté :

- que pour le bâtiment constitué d'une structure métallique, l'exploitant n'a pas réalisé l'étude technique prévue à l'article 7.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016 car les caractéristiques actuelles de la structure ne permettent pas de s'assurer qu'en cas de sinistre la ruine d'un élément n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes,
- que la partie existante du local de charge du bâtiment B est chauffée par un chauffage électrique, ce qui contrevient aux prescriptions de l'article 7.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016 qui prévoit que "le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude",
- qu'une cellule borgne, située à la jonction entre les bâtiments B et C, ne dispose pas d'ouvrants en façade, ni de bouches raccordées à des conduits, ni de portes donnant sur l'extérieur, contrairement aux prescriptions de l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016 relatif au désenfumage,

CONSIDERANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.2.1, 7.2.2.2 et 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 2 juin 2016 susvisé,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société CER GALLIA PLESSIS SNC de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société CER GALLIA PLESSIS SNC, dont le siège social est situé 112 avenue Kléber, 75016 PARIS, exploitant une installation de plate-forme logistique sise ZAC des Bordes, 5-11 Rue Pierre Josse, sur les communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 2 juin 2016 susvisé, en réalisant une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres ou mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu, à l'exception des bâtiments dont la structure est entièrement REI 120 ;

- l'article 7.2.2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 2 juin 2016 susvisé, en réalisant le chauffage des entrepôts et de leurs annexes que par eau chaude ;

- l'article 7.2.4.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL 391 du 2 juin 2016 susvisé, en réalisant des aménagements d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, y compris les cellules borgnes, soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant par l'extérieur.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

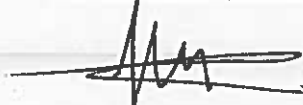
ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Société CER GALLIA PLESSIS SNC, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Messieurs les Maires de Bondoufle et du Plessis-Pâté.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE

